

Ville de Draguignan



DÉCISION MUNICIPALE N° 2023-601

OBJET : Séjour « surf au pays Basque » à Anglet (64) du 29 juillet au 4 août 2024 pour les jeunes âgés de 13 à 17 ans.

Richard STRAMBIO - Maire de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), conseiller régional de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-22 ;

Vu les délibérations n° 2020-031 du 11 juin 2020 et n° 2023-157 du 15 novembre 2023 par lesquelles le Conseil Municipal a délégué, sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2014-195 en date du 23 décembre 2014 fixant les tarifs d'inscription pour les ateliers découverte du service jeunesse de la commune de Draguignan ;

CONSIDÉRANT la mise en place d'un séjour à Anglet (64) du 29 juillet au 4 août 2024 pour 14 jeunes âgés de 13 à 17 ans, encadrés par 4 animateurs diplômés de la commune de Draguignan, déclaré sous le n° d'habilitation 0830062SV001423 de la D.D.C.S. ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : La passation d'une convention avec le prestataire – DOMAINE DE LA PIGNADA – 1 allée de l'Empereur – 64400 ANGLET – pour l'hébergement en pension complète du 29 juillet après midi au 4 août 2024 après le repas de midi pour un groupe de 14 jeunes âgés de 13 à 17 ans et 4 animateurs. Le montant global de la prestation s'élève à 5 014,80 €.

Article 2 : Le coût prévisionnel du séjour, hors frais de personnel, est fixé à 9 364,80 € et se répartit comme suit :

- participation des familles	3 080,00 €
- participation de la ville	6 284,80 €

Les crédits nécessaires au règlement de la dépense sont inscrits au budget principal de l'exercice 2024 de la section de fonctionnement Fonction 422 - Code gestionnaire 42.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera inscrite au Registre des décisions municipales.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision et rappelle conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de Justice Administrative, qu'elle peut être contestée devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Draguignan, le 28 NOV. 2023

Richard STRAMBIO

 Draguignan,
 Conseiller Régional